

**COMPTE RENDU DU CONSEIL D'UFR PLENIER
DE LA FACULTE DES LETTRES, LANGUES ET SCIENCES HUMAINES
REUNI LE 16 OCTOBRE 2025**

Le Conseil est présidé par Lucie Gournay, directrice de l'UFR.

Parmi les membres élus, étaient présents ou représentés par une procuration :

Collège A : Myriam Baron, Emmanuel Fureix, Lucie Gournay, Guillaume Marche, Eric Athenot, Frédérique Sitri, Graciela Villanueva

Collège B : Sergio Delgado, Sophie Blanchard, Alexandre Borrell, Karine Chambefort, Karine Lapeyre, Virginie N'Dah Sekou, Emilie Née, Antoine Servel

BIATSS : Roberta Conte Ronach, Imane Mimouni

Personnalités Extérieures : Clotilde Trichet

Parmi les **membres invités** étaient présents : Roxana Bauduin Sicoe-Tirea, Charlotte Coffin, Martin Dumont, Emmanuelle Faure, Bernard Gendrel, Nicolas Laubry, Anne-Laure Rigeade, Fabienne Moine

Parmi les **membres de droits** étaient présents : Elisabeth Vialle, Marie-Madeleine Huchet, Damien Zanone, Laure Gallouet, Karine Bellance

Lucie Gournay ouvre le Conseil.

1. Vote : procès-verbal du conseil du 17 septembre

Suite aux amendements proposés, le procès-verbal est mis au vote et adopté à l'unanimité.

2. Présentation par Fabienne Moine, directrice d'IMAGER, de la démarche « bilan carbone » effectuée dans le cadre du projet Erasme GreenLab.

Dans le cadre du projet ERASME GreenLab, Lucie Gournay a invité Fabienne Moine à présenter le bilan carbone de l'équipe recherche IMAGER.

Fabienne Moine commence par rappeler le contexte. En novembre 2022, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche lance le plan « climat, biodiversité et transition écologique » suite à la création du label DD&RS (Développement durable et Responsabilité sociétale) en 2015. Ensuite, l'UPEC a répondu à un appel à projet dans le cadre du PIA 4 (Programme d'Investissement d'Avenir 4) qui a permis de créer le programme ERASME. L'UPEC a ainsi pu créer une vice-présidence RSU (Responsabilité sociétale à l'Université) et un pôle DD&RS pour mettre en œuvre et évaluer des actions liées à la transition écologique.

L'UPEC est en cours de labélisation DD&RS. Elle a 3 variables de performance sur 5. Il y a plusieurs axes, celui qui concerne le laboratoire est « recherche et innovation » d'où le projet GREENLAB-ESR-GES. La recherche représente environ 70% des gaz à effet de serre. Dans son fonctionnement le greenlab s'appuie sur la méthodologie du réseau 1.5, c'est un groupement de recherche nommé « Labo 1.5 » constitué d'un collectif de chercheurs qui a lancé un mouvement devenu international. L'objectif de ce groupement est de comprendre et de réduire l'impact de la recherche sur l'environnement. Le Labo

1.5 transmet des recommandations. Pour ce laboratoire, la démarche scientifique commence par un bilan carbone.

Fabienne Moine explique que lors d'une réunion inter-labo, les directions de laboratoire ont été informées de cette démarche. Elle a donc souhaité impliquer le laboratoire IMAGER dans cette labélisation et réaliser un bilan carbone.

En mai 2025, Fabienne Moine a proposé aux membres du laboratoire de s'engager dans cette démarche. Une prise de contact avec le service DD&RS de l'UPEC a amorcé le processus. L'objectif est de réduire l'impact environnemental si possible, tout en respectant les contraintes du laboratoire. Avec l'appui des collègues, un compte a été créé sur la plateforme du Labo 1.5 afin de pouvoir saisir des données chiffrées, prérequis obligatoire. L'évaluation actuelle porte sur 2023. Dans un premier temps, il a fallu collecter un certain nombre de données, le nombre de membres, les moyens de transport, le nombre d'ordinateurs, les frais de bouche. Ces données ont permis d'établir le premier poste d'émission de gaz à effet de serre : les missions. Ensuite, Fabienne Moine a procédé à la récolte des données concernant les pratiques alimentaires au sein du laboratoire ainsi que les déplacements (domicile-travail) sous forme d'un sondage très court via un lien. Les informations ont été transférées directement sur Labo 1.5. Le taux de réponse s'élève seulement à 30% malgré des relances. Le service DD&RS, de son côté, récupère d'autres informations, comme la superficie des locaux pour évaluer la consommation en chauffage.

Lucie Gournay précise que ce travail est très collaboratif.

L'objectif reste de cibler les postes les plus polluants, de les rendre plus visibles. La réalisation de scénarii permettra l'amélioration des pratiques. Des actions sont déjà mises en œuvre comme le tri des déchets ou les achats responsables. Les membres du laboratoire seront sensibilisés au travers d'actions et de formations. Le laboratoire IMAGER participera à une fresque du climat. Elle aura lieu au début de 2026 avec la participation de petits groupes de membres titulaires et de doctorants qui seront formés pendant 3h, et amenés à réfléchir ensemble sur des cartes préparées par le GIEC. La séance se terminera par un débrief sur l'évolution éventuelle de certaines des pratiques.

Fabienne Moine termine son intervention en évoquant le rapport HCERES parce qu'il comprenait une section sur les risques environnementaux et le développement durable.

Le laboratoire IMAGER est une UR en lettres, langues et sciences humaines non directement concernée par les risques environnementaux mais dans le rapport HCERES, il y avait peu d'éléments sur le développement durable alors que le laboratoire est très concerné par le financement des missions en France et à l'étranger.

Le bilan carbone permettra de réfléchir collectivement à la limitation de certains déplacements mais cela doit passer par une discussion au sein des laboratoires pour trouver des solutions. L'une de celles évoquées serait la valorisation du choix de la visioconférence pour éviter les déplacements pour une présentation d'une vingtaine de minutes. Pour certaines missions, cela semble plus compliqué, quand il faut absolument se rendre sur place.

Fabienne Moine explique que la mise en route du bilan carbone n'est pas chronophage mais cela demande de la motivation. Les services d'appui sont très efficaces. Cet audit pourra être demandé dans des évaluations futures.

Une question est posée sur les soutenances de thèses dont certains membres de jury sont à distance.

Une discussion s'ensuit sur les pratiques d'autres laboratoires, notamment du lab'Urba qui a une charte à ce sujet. Un simulateur en accès libre permet de réaliser son bilan carbone.

3. Points d'information : organisation TEDS, recrutements, calendrier Conseil & commissions, journée recherche + pédagogie, élections, ouverture de groupes.

Le cours TEDS (Transition Écologique pour un Développement Soutenable) d'une durée de 20h sera proposé dès cette année à tous les étudiants de L3 et DEUST 2. Dans la NOF 2026, ce cours en ligne sera intégré dans une UE transversale avec obtention d'ects. Le CIDP a préparé cet enseignement. L'évaluation en format QCM sur papier sera prise en charge par les composantes. La correction sera automatisée. Les étudiants obtiendront 0.25 point de jury sous réserve d'avoir suivi l'ensemble des séances et réussi le QCM. Plusieurs directeurs de composantes étaient contre cette mesure. Une communication sera réalisée à destination des étudiants, des responsables de filière et de département.

Les prochains recrutements administratifs au sein de l'UFR sont les suivants :

- Responsable du pôle recherche : M. Serguei Shikalov, arrivée début janvier
- Secrétaire de direction et de recherche : Mme Jessica Gomez
- Gestionnaire du pôle recherche : Mme Kierianne Préville

Le calendrier des conseils et des commissions a été mis à jour sur le sharePoint. Il sera transmis aux membres du Conseil lorsqu'il sera finalisé.

La journée Recherche et Pédagogie aura lieu le 13 mars 2026. Le thème sera « Ce que l'intelligence artificielle change à nos pratiques ». Un appel à participation est lancé.

Une discussion s'ensuit sur différentes expériences de l'IA dans l'enseignement.

Le renouvellement du Conseil de gestion aura lieu les 24 et 25 mars 2026 par une élection en ligne.

La date-butoir pour le dépôt des candidatures et des professions de foi est fixée au 11 mars.

Les listes seront affichées à partir du 24 février sur le site de l'UFR LLSH.

Concernant les ouvertures de groupes, un groupe pour la L1 LEA Créteil Anglais-Espagnol et un groupe en TICE ont été ouverts en raison des effectifs importants. Cela a pu se faire avec l'enveloppe d'heures votée à cet effet début juillet (pour les heures possibles mais non certaines).

4. Point NOF : décisions politiques, retours de la DEVE, calendrier du chantier à venir.

Lucie Gournay rappelle les décisions politiques de l'établissement ainsi que le circuit concernant l'offre de formation LLSH. Ces décisions concernent 2 formations : le Master « Villes en transition », en alternance, et la licence d'Allemand. Elles n'ont pas été encore validées par un vote de la CFVU. Les directions de départements ont en été informées. Pour le master de géographie, le département maintient sa position sur la problématique de concurrence avec l'EUP (École d'Urbanisme de Paris). Pour la licence d'Allemand, un plan B est à prévoir en raison de mauvais indicateurs depuis plusieurs années. L'objectif est de sauver la filière d'allemand.

Lucie Gournay annonce aux membres du Conseil de gestion qu'un rendez-vous concernant le master LEA va avoir lieu après le présent conseil avec la Présidence pour réaliser des ajustements sur l'intitulé, les parcours, la concurrence...

Lucie Gournay rappelle le contexte de la prise de décision concernant le Master de géographie. L'équipe de direction de l'Université a trouvé des similitudes entre le master de géographie et ceux de l'EUP. Une demande a donc été transmise à l'EUP pour avoir leur avis et vérifier le principe de non-concurrence entre les formations. En septembre dernier, le point a été mis à l'ordre du jour du conseil de l'EUP pour discussion. En raison d'un désaccord au sein de leur conseil, les porteuses du projet ont été invitées à le présenter (la directrice de l'UFR LLSH n'en était pas avisée). À l'issue de ce conseil, un

rapport de l'EUP indiquant les points de similitudes qui font concurrence avec leurs masters a été transmis à l'équipe politique de l'UPEC, qui demande que ce master ne soit pas voté en l'état. Lucie Gournay a demandé un délai pour revoir la maquette.

Il semble à Myriam Baron qu'il y ait une dysmétrie dans les décisions politiques, dans le niveau de connaissance que les uns et les autres peuvent avoir des dossiers. Elle explique que la NOF de l'EUP n'est pour l'instant pas accessible, ce qui empêche de savoir ce que valent leurs arguments. Il n'y aurait, dans le master Villes en transition, qu'un seul enseignement portant sur « initiation aux politiques de logement et de l'habitat », sur les 4 semestres, alors qu'il y a un parcours dédié à cette question dans les masters de l'EUP. L'accès aux maquettes proposées par les autres composantes dans la NOF permettrait aux membres du conseil de vérifier s'il y a bien concurrence avec ces composantes comme l'IAE, l'AEI ou l'EUP.

Lucie Gournay répond que l'on pourra avoir les maquettes et que les géographes spécialistes de la question pourront argumenter. Elle attend un argumentaire de leur part pour défendre le master à la prochaine CFVU.

Emmanuelle Faure précise que l'on ne peut pas accepter qu'une composante donne son avis sur une formation et que l'UFR ne puisse pas en faire autant en retour.

Il lui est répondu que la question n'est pas sur le principe « premier arrivé, premier servi », mais sur le principe de la non-concurrence entre les composantes de l'UPEC.

La discussion continue sur ce point.

Elisabeth Vialle prend ensuite la parole pour indiquer les retours de la DEVE sur les créations et les changements d'intitulé. Il y a encore des allers-retours. Le 22 septembre dernier, la CFVU a voté les parcours « Humanités », « Artisan de l'image », le changement d'intitulé pour le parcours RPCM (Rédaction et Communication professionnelles) en Licence de Lettres. A été acté l'abandon des anciennes licences LAS, de la licence « médiation culturelle », des doubles licences « Allemand-Anglais » et « Histoire-Allemand » ainsi que la licence professionnelle géographie. Au 13 octobre, la création du Master ARTI (Artisans du Récit par le Texte et l'Image) a été adoptée ainsi que les parcours de mineure en allemand (sous réserve de leur vote en conseil) ainsi que les changements d'intitulés des parcours de master.

Toutes les grilles de M3C de licence ont été transmises le vendredi 10 octobre. Des navettes sont à prévoir entre le central et l'UFR.

Les fiches de formation sont à revoir rapidement avec une date limite fixée au 17 octobre. Ces fiches serviront de support aux salons à venir. Emmanuel Fureix précise qu'ensuite il y aura le chantier concernant la réalisation des dépliant.

Les paramétrages Parcoursup et MonMaster commencent début novembre. Les informations des fiches formations permettront de commencer à alimenter les trames.

Un calendrier sera proposé pour les réunions de concertation inter-départements à partir du mois de décembre. Ces réunions pourront avoir lieu en visioconférence.

Karine Bellance ajoute que l'équipe administrative va commencer à travailler sur la modélisation des formations pour anticiper la suite du processus et préparer la rentrée 2026.

Nicolas Laubry intervient sur la préparation du CAPES Histoire-Géographie en L3, sans enseignements dédiés et avec des difficultés rencontrées dès cette année.

L'équipe de direction lui propose de réaliser des contrats pédagogiques avec des équivalences puis d'en discuter plus tard.

5. Vote : maquettes licences parcours « allemand », licences « parcours com »

Ce point est remonté dans l'ordre du jour. Lucie Gournay rappelle le contexte. Suite à une réunion à la Présidence, des arguments ont été avancés pour la suppression de la licence d'allemand. Le maintien était difficilement défendable sachant que 2 ans auparavant l'équipe de direction de l'UFR et le département d'Allemand avaient déjà été convoqués par la Présidence.

À défaut du maintien de la licence, il a été proposé de créer une mineure qui permettrait d'avoir de bons étudiants pour les licences qui accepteraient de les porter (Histoire, Philosophie, Anglais). La capacité de ce parcours est de 15 étudiants.

Laure Gallouet prend la parole et revient sur le côté politique de certaines décisions. Elle explique le contexte. Les concernés ont reçu un mail le mardi précédent avec pour objet « entretien avec la gouvernance suite à l'arrêt de la filière d'allemand ». La direction de l'UFR a réagi tout de suite et un rectificatif a été envoyé immédiatement. Les arguments avancés étaient d'ordre numérique, en particulier le fait que le seuil en L3 était de 25.

Elle précise que le nombre d'étudiants en 1^{er} année a augmenté depuis 2 ans suite à la mise en place de la nouvelle maquette. La question du profil des étudiants a été évoquée et reprochée car ces étudiants ne proviennent pas tous de bacs généraux. La proposition faite par la Présidence nécessite donc une refonte complète, à faire en une semaine, pour une transformation de la licence en un parcours. Elle souligne le stress ressenti et remercie les départements qui ont accepté d'adosser ce parcours à leurs licences.

Lucie Gournay décrit le parcours. Le parcours est comparable aux parcours communication ou artisan de l'image, en termes d'ects, de durée d'enseignement (2h CM/TD).

Karine Chambeffort demande si on entérine la fermeture de la licence d'allemand en votant cette maquette ou bien si la licence d'allemand perdure : le parcours et la licence pourraient-ils co-exister ?

Lucie Gournay explique que si la licence d'allemand perdure le parcours n'existera pas en raison de ressources humaines non extensibles. La maquette sera votée au mois de novembre. Elle répond aussi sur le fait que la licence avait bien 2 ans pour faire remonter ses effectifs. Myriam Baron le confirme et la période de 2 ans arrivait déjà, après 2 ou 3 ans de sursis pendant le mandat de l'équipe précédente.

Suite à une discussion, Elisabeth Vialle précise que le parcours « mineure allemand » adossé à l'Histoire, la philosophie et l'anglais ouvrira pour la L1 en 2026-2027 et se déploiera pour les L2 et L3 durant les années 2027-2029. Le parcours « mineure allemand » permettra de conserver des heures d'enseignement pour les collègues. D'autre part, un cours de TD d'allemand renforcé en LANSAD pourra être mis en place pour ses étudiants.

La maquette du parcours « allemand » est mise au vote et adoptée à l'unanimité.

6. Vote : Master LEA Créteil : orientations, intitulés.

Lucie Gournay présente le point et explique qu'il y a plusieurs problématiques autour de ce master, un changement de direction, une modification du projet, des heures en plus etc... Karine Lapeyre explique le contexte et le projet du master LEA. Le volume d'heures passe de 2100h à 2500h. L'augmentation

des heures est expliquée devant le conseil. Les problèmes évoqués sont d'ordre financier, RH, et logistique.

Une discussion s'ensuit sur l'intitulé, les maquettes, le calendrier, le nombre d'étudiants.

Myriam Baron indique que le LEA ramène des ressources propres à l'UFR. Elle demande si des modélisations ont été réalisées pour évaluer les coûts. Les recettes de la FA bénéficient à tout l'UFR.

Lucie Gournay répond que les 2 autres critères RH et salles doivent être également pris en compte. Le taux d'occupation de la MLRI reste important. En raison du calendrier, l'intitulé ne peut pas être modifié et en termes de délai, des décisions devront être prises pour ne pas perdre le Master LEA.

Une question est posée sur le respect des coûts sur les autres masters. Globalement, le cadrage a été respecté sauf pour certains masters en FA en création. Le master Géomarketing a baissé le coût de sa maquette.

Lucie Gournay demande au conseil de confirmer que la NOF se fait à coût constant y compris pour le master LEA et demande la confiance des élus pour l'étude des maquettes du master LEA.

Cette proposition est mise au vote et adoptée à la majorité. (1 contre, 1 procuration contre, 3 abstentions, 1 procuration abstention)

7. Vote : crédits pédagogiques

Damien Zanone présente le point.

LLSH (cours de perfectionnement) : 200 €

Représentation de *L'École de la danse* de Goldoni, pour 20 étudiants (10 euros chacun) et 2 accompagnants (gratuit). Responsable : Cassandre Di Lauro

Communication politique et publique : 350 €

Participation au forum de la communication publique et territoriale à Angers, François Leray

LEA Créteil : 700 € + 1 500 €

Pot de l'amitié : 700 €. Achat d'accessoires décor et de cordons-pompons pour coiffe de promotion 2025 (pas d'achat de toges ni coiffes cette année). Responsables : Roger N'Jiki, Catherine Jiguet-Jiglaire et Corinne Nativel.

Forum LEA : 1 500 €. Détail de la dépense : Alimentaire et organisationnelle (bouteilles d'eau et repas offerts à la cinquantaine de participants professionnels, accessoires décors). La demande représente 6 euros par participant. Responsables : Véronique Guilloux et Catherine Jiguet-Jiglaire.

LEA Sénart : 1308,80 €

Remise des diplômes : achat de 40 toges (958,8 €) + cérémonie (350 €)

Histoire : 120 €, 232 €, 180 €

Séance de cinéma aux cinémas du Palais, le 23 octobre pour voir *Ivan le Terrible* (2e partie) d'Eisenstein. Responsable : M.-K. Schaub. 120 €

Séance de projection *Soundtrack to au Coup d'Etat* au cinéma du Palais le 17 novembre, à destination des étudiants du master Histoire. Responsable : E. Fureix. 232 €

Visite guidée de l'exposition *Cléopâtre* à l'institut du monde arabe. Responsable : Sylvie Rougier-Blanc. 180 €

Lettres : 550 €, 400 €, 350 €, 303,50 €

Représentation de *Pyrame et Thisbé* de Théophile de Viau, à la bibliothèque Mazarine, le 12 janvier (ou le 13 janvier en fonction des disponibilités de places...). Coût : 30 euros par personne, avec la prise en charge suivante : 25 euros à l'UFR et 5 euros au Département de Lettres. Coût total : 660 euros, dont 550 demandés à l'UFR. Responsable : Claire Fourquet-Gracieux. 550 €

Projection, au cinéma du Palais, du film de Billy Wilder *Assurance sur la mort* (au programme du CAPES de lettres Bac+3). Responsable : Bernard Gendrel. 400 €

Sortie au théâtre du Nord-Ouest, *Sanzio* de Monique Lancel, 18h30.
Responsable : Claire Fourquet-Gracieux. 350 €

Visite de l'exposition Intelligence artificielle à la Cité des Sciences le 19 novembre 2025 avec les Master 1 et 2 MRT (30 étudiants et 2 accompagnateurs)
Achat de 12 exemplaires du catalogue de l'exposition (6,90 eu l'un) qui seront prêtés aux étudiants et enseignants de la formation. Responsable : Emilie Née. 303,50 €

Géographie : 4 570,10 €
Stage de terrain de la L3 Géographie en mars 2026 (responsable : Emmanuelle Faure)

Les demandes de crédits pédagogiques pour un total de 10 764,40 € sont mises au vote et adoptées à l'unanimité.

8. Vote : crédits master

Damien Zanone présente le point.

Master Histoire Européenne Comparée : 10 inscriptions annuelles à la Bibliothèque Interuniversitaire de la Sorbonne. Montant de 40 € pour Maximilien Poulain, Jeanne Raufaste, Adèle Rouen, Lili-Rose Le Pottier, Léane Sorbier, Lou Millot, Sarah Margarita, Steven Carton, Lola Surgeon ; montant de 55 € pour Pierre-Yvan Halbron.

Master Histoire et Métiers de l'Image et du Son : inscription à la BNF de Valentin Manso (35 €) ; séjour de recherche à Munich de Leslie Bauer (250 €) ; séjour de recherche à Lausanne de Joffrey Melithe (200 €).

Les demandes de crédits master pour un total de 900 € sont mises au vote et adoptées à l'unanimité.

9. Vote : changement d'intitulé pour le Master Communication

Actuellement, l'intitulé de ce master est « Communication politique et publique en France et en Europe ». Le changement de nom était indiqué dans les maquettes votées lors du conseil du mois de juillet. Néanmoins, la DEVE demande un vote du conseil sur la maquette ainsi que sur l'intitulé du master. Le nouveau nom est : Communication politique et publique.

Le changement de l'intitulé pour le master communication est mis au vote et adopté à l'unanimité.

10. Vote : budget Initial 2026 (sous-réserve)

Le point 10 est reporté au prochain conseil. Suite à la présentation de la nouvelle clé de répartition des budgets des départements (en Commission Pédagogie-Moyens le 9 octobre), il apparaît que des modifications sont à réaliser dans la proposition. Le point sera présenté au mois de novembre.

11. Questions diverses

Suite à la commission des statuts, le nouveau document présentant les statuts de l'UFR LLSH sera présenté en novembre.

Une question est posée sur l'année supplémentaire pour un contrat doctoral. Karine Bergès a été alertée sur le sujet. Cette décision a été prise en COMEX Erasme sans appel d'offre annoncé. Une discussion s'ensuit sur les modalités d'attribution de cette quatrième année